

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
10 août 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 8 août 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président par intérim
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste**

Suite à la lettre du Président du Comité contre le terrorisme en date du 3 mai 2005 (S/2005/296), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le quatrième rapport que l'ex-République yougoslave de Macédoine a présenté au Comité en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président par intérim du Comité du Conseil de sécurité,
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Ronaldo Mota **Sardenberg**



Annexe

Note verbale datée du 27 juillet 2005, adressée au Président du Comité contre le terrorisme par la Mission permanente de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité contre le terrorisme et a l'honneur de lui transmettre le quatrième rapport de la République de Macédoine concernant la mise en œuvre de la résolution 1373 (2001) (voir pièce jointe).

Pièce jointe

Quatrième rapport présenté par la République de Macédoine au Comité contre le terrorisme, concernant la mise en œuvre de la résolution 1373 (2001)

Réponse aux questions et observations soulevées dans la lettre du Président du Comité contre le terrorisme au titre du point 1 (Mesures de mise en œuvre), s'agissant en particulier

Des mesures législatives visant à mettre en œuvre la résolution

1.1 Comme annoncé dans le deuxième rapport complémentaire adressé au Comité contre le terrorisme, l'Assemblée nationale a adopté le 19 mars 2004 la loi portant amendement du Code pénal de la République de Macédoine (Journal officiel de la République de Macédoine, n° 37/96, 80/99, 4/02 et 19/04). Les amendements traduisent notamment les efforts engagés par la République de Macédoine pour renforcer son cadre juridique et mieux combattre le terrorisme à l'échelle nationale en redéfinissant certaines infractions et en en définissant de nouvelles, et en appliquant une politique pénale plus stricte à un certain nombre d'infractions, notamment celle de « terrorisme » (art. 313). Les nouvelles infractions ci-après ont ainsi été définies : « Organisation terroriste » [art. 394 a)], « Crime contre l'humanité » [art. 403 a)], « Approbation ou apologie du génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre » [art. 407 a)], et « Utilisation d'armes chimiques ou biologiques à des fins criminelles » [art. 407 b)]. En outre, conformément aux dispositions fixées dans la Convention de Palerme, l'infraction distincte de « blanchiment d'argent et autres produits du crime » a été définie (art. 273).

L'Assemblée nationale a par ailleurs adopté, le 26 décembre 2003, l'amendement XIX à la Constitution de la République de Macédoine relatif à l'article 17 de la Constitution (Journal officiel de la République de Macédoine, n° 84/2003), créant ainsi une condition préalable statutaire s'agissant des dérogations légitimes à la liberté de communication et au droit au respect de la vie privée qui sont généralement garantis. L'amendement à la loi sur la procédure pénale (Journal officiel de la République de Macédoine, n° 74/2004) a notamment introduit des mesures d'enquête spéciales visant à obtenir et à collecter des données et des éléments de preuve provenant de correspondances privées, à condition que ces mesures soient considérées comme nécessaires à la prévention ou à la détection d'actes criminels, ou lorsque les intérêts en matière de sécurité et de défense sont menacés, aux fins de la conduite d'une enquête, sur décision d'un tribunal ou d'un juge d'instruction. Ces mesures sont notamment les suivantes : interception de communications; inspection et fouille de systèmes informatiques; observation secrète; surveillance et enregistrement audiovisuel de personnes et d'objets à l'aide de dispositifs techniques; simulation d'achats d'objets, et simulation d'offres et d'acceptations de pots-de-vin; surveillance des livraisons et du transport de personnes et d'objets; utilisation d'agents infiltrés recrutés pour surveiller et pour collecter des informations; simulation de l'ouverture de comptes bancaires; et enregistrement de personnes morales fictives ou utilisation d'entités existantes aux fins de la collecte d'informations.

1.2 En ce qui concerne le projet de loi antiterroriste, le Ministère de l'intérieur chargé de l'élaboration du texte a mené une analyse complète et, en consultation avec les autres autorités gouvernementales compétentes, est arrivé à la conclusion qu'il n'était pas nécessaire actuellement d'adopter une loi spéciale relative au terrorisme, la question étant couverte de manière satisfaisante par les derniers amendements en date aux lois et règlements en vigueur.

1.3 La nouvelle loi sur la répression du blanchiment d'argent et autres produits du crime a été adoptée en 2004 par l'Assemblée nationale (Journal officiel de la République de Macédoine, n° 46/04). Pour plus de précisions, veuillez vous référer aux paragraphes 1.6 à 1.9 ci-après.

Des mesures visant à lutter contre le financement du terrorisme

1.4 Le 6 avril 2004, l'Assemblée nationale a ratifié la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, dont les dispositions ont été incorporées dans la législation nationale; les obligations relatives à la mise en œuvre du paragraphe 1 b) de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité sont donc remplies.

1.5 Voir paragraphe 1.8.

1.6 Aux termes de la nouvelle loi sur la répression du blanchiment d'argent et autres produits du crime, entrée en vigueur le 20 juillet 2004, les entités ci-après sont tenues de prendre des mesures pour prévenir et signaler les actes de blanchiment d'argent ou les opérations présumées être liées au terrorisme :

1. Institutions financières et gestionnaires responsables des institutions financières (« institution financière » s'entend d'une personne morale ou physique ayant une ou plusieurs activités liée(s) à la collecte de dépôts; à l'approbation de lignes de crédit; à la délivrance de cartes de crédit/débit; aux opérations de change; à la fourniture de conseils à caractère économique ou financier; au bail financier; à l'affacturage; aux assurances; aux transferts de fonds; aux dépôts de fonds ou de valeurs; ou à d'autres opérations définies par la loi).
2. Personnes morales et physiques enregistrées ayant des activités dans les domaines suivants :
 - Marché immobilier;
 - Audit, comptabilité, conseil financier;
 - Services de notariat et d'assistance juridique liés à la vente d'immobilier ou de sociétés; à la gestion de fonds ou de transferts de fonds; à l'ouverture et à la gestion de comptes en espèces, coffres-forts et autres comptes; à la création ou à la gestion d'entités juridiques; à la représentation de clients dans des transactions financières et des opérations sur le marché immobilier;
 - Vente d'objets d'arts, d'antiquités ou d'autres objets connexes de grande valeur;
 - Délivrance de cartes de crédit/débit;
 - Fabrication et vente de métaux précieux et de bijoux;

- Agences de voyage/tourisme;
- Autres activités dont il est retiré des gains ou à d'autres fins ou gestion de fonds ou de biens;
- 3. Associations organisant des jeux, des paris ou des activités de loterie (casinos etc.);
- 4. Associations de citoyens et fondations; et
- 5. Représentations, filiales ou services à l'étranger d'entités enregistrées dans d'autres pays qui ont des activités en République de Macédoine, et représentations, filiales ou services d'entités enregistrées en République de Macédoine ayant des activités à l'étranger.

La nouvelle loi sur la répression du blanchiment d'argent et autres produits du crime stipule que « lorsque l'on est fondé à soupçonner qu'une opération est liée à une activité terroriste du client ou du participant à une opération, ou lorsque des fonds ou des avoirs qui font l'objet d'une opération sont destinés au financement du terrorisme, l'entité est tenue non seulement de fournir l'identité du client, mais encore, si possible, de rassembler des informations sur le déroulement de l'opération, son but, la destination finale des fonds et toutes les personnes participant à l'opération ». L'entité en question doit aviser immédiatement la Direction de la prévention du blanchiment d'argent et lui soumettre dans un délai de 24 heures après avoir déterminé le caractère suspect de l'opération un rapport écrit contenant toutes les données pertinentes concernant cette dernière et indiquant l'identité du ou des client(s) et des autres personnes impliquées.

La Direction de la prévention du blanchiment d'argent, si elle détermine que l'opération suspecte est liée à une activité terroriste du ou des client(s) ou participant(s) ou si elle soupçonne que les fonds ou autres avoirs liés à l'opération sont destinés au financement du terrorisme (que ces fonds ou avoirs aient ou non une origine légale), est quant à elle tenue d'adresser au Procureur, dans un délai de 24 heures, une demande concernant la prise de mesures conservatoires destinées à interrompre l'opération et à saisir (geler) provisoirement les fonds ou avoirs. Dans un délai de 24 heures, la Direction adresse à l'entité concernée un ordre de suspension provisoire de l'opération, l'informant par la même occasion qu'une requête a été adressée au Procureur. La suspension provisoire ordonnée par la Direction peut durer jusqu'à ce que le Procureur prenne une décision concernant la requête, mais cette durée ne peut excéder 72 heures après l'interruption de l'opération.

Voir également paragraphes 1.7 et 1.8.

1.7 La nouvelle loi relative aux virements électroniques via le réseau SWIFT, adoptée par l'Assemblée nationale en 2003 (Journal officiel de la République de Macédoine, n°77/03), régit la question des entités juridiques offrant des services de virement électronique et les conditions qu'elles doivent respecter. Aux termes de cette loi, les fournisseurs de tels services peuvent être des sociétés enregistrées et autorisées par le Gouverneur de la Banque centrale de la République de Macédoine à fournir des services de virement électronique via le réseau SWIFT conformément aux dispositions prévues par la loi.

La loi sur la répression du blanchiment d'argent et autres produits du crime stipule que toute société autorisée à fournir des services de virement électronique

via le réseau SWIFT est tenue de prendre des mesures afin de détecter et de prévenir les activités suspectes visant au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme, entre autres, pour établir l'identité des clients avant la réalisation de l'opération lorsque le montant du virement est supérieur à 2 500 euros, et de conserver un dossier écrit et chronologique des données connexes. Toute société entrant dans cette catégorie a également l'obligation juridique de signaler à la Direction de la prévention du blanchiment d'argent toute opération (virement) dont elle soupçonne qu'elle est liée de quelque manière que ce soit à une activité terroriste du ou des client(s) ou du ou des participant(s) à l'opération, ou si les fonds ou le produit de l'opération ou des opérations sont destinés au financement du terrorisme. Si elle détermine que l'opération suspecte est liée à une activité terroriste du ou des clients ou du ou des participant(s) à l'opération, ou si elle soupçonne que les fonds ou autres avoirs liés à l'opération sont destinés au financement du terrorisme, la Direction de la prévention du blanchiment d'argent est quant à elle tenue d'obtenir dans un délai de 24 heures des renseignements concernant l'opération, en vue de la présentation au Procureur d'une requête aux fins de l'adoption de mesures conservatoires destinées à suspendre l'opération et à saisir provisoirement les fonds ou les avoirs en question. Dans un délai de 24 heures, la Direction adresse à l'entité concernée un ordre de suspension provisoire de l'opération, l'informant par la même occasion qu'une requête a été adressée au Procureur. La suspension provisoire ordonnée par la Direction peut durer jusqu'à ce que le Procureur prenne une décision concernant la requête, mais cette durée ne peut excéder 72 heures après l'interruption de l'opération.

1.8 Pour compléter la réponse fournie au paragraphe 1.7 ci-dessus, il convient de noter que la loi sur la répression du blanchiment d'argent et autres produits du crime – dont les dispositions suivent les neuf recommandations spéciales du GAFI sur la prévention du financement du terrorisme – est également le règlement de base applicable en matière de prévention du détournement de fonds et autres ressources économiques des associations caritatives, religieuses et culturelles à des fins terroristes. La loi dispose que l'administration fiscale supervise l'application des mesures et activités visant à détecter et à prévenir la commission par des associations et fondations de la société civile, y compris les associations caritatives, religieuses et culturelles, d'actes de blanchiment d'argent et/ou de financement du terrorisme. La Direction de la prévention du blanchiment d'argent, se fondant sur ses propres constatations, a le droit de présenter une requête à l'administration fiscale aux fins de l'inspection des activités de telle ou telle association ou fondation, y compris les associations caritatives, religieuses et culturelles, et l'administration fiscale est dans l'obligation de procéder à cette inspection et d'en rendre compte à la Direction.

La constitution et les activités des organisations sans but lucratif (associations publiques et fondations, y compris les associations caritatives, religieuses et culturelles) en République de Macédoine sont régies par la loi de 1998 sur les associations publiques et les fondations et par la loi de 2003 sur la comptabilité des organisations sans but lucratif. Aux termes de la loi sur les associations publiques et les fondations, les associations et les fondations sont des personnes morales et doivent être enregistrées dans le Registre spécial du tribunal. L'acte fondateur d'une association publique ou d'une fondation doit indiquer, outre le nom, le siège et l'adresse de l'entité et le nom des membres des fondateurs et des membres des organes directeurs, quels sont ses objectifs, les sommes ou les fonds donnés en

garantie par chacun des fondateurs, et leur origine. Aux termes de la loi sur la comptabilité des organisations sans but lucratif, ces entités doivent notamment tenir des livres comptables et présenter des rapports financiers détaillés contenant une description précise (revenus/dépenses) des fonds et avoirs dont elles disposent ainsi que de leurs sources, et de leurs obligations. Ces rapports financiers doivent être présentés chaque année à l'administration fiscale et au Registre central.

1.9 Entre le 1^{er} mars 2004 et le 1^{er} mars 2005, la Direction de la prévention du blanchiment d'argent a reçu au total 36 022 rapports, ainsi répartis :

- 35 461 rapports émanant de banques et concernant des opérations en espèces dont les montants étaient supérieurs à 15 000 ou 20 000 euros (divers rapports de routine);
- 2 rapports émanant d'établissements d'épargne;
- 40 rapports émanant de notaires;
- 489 rapports émanant de l'administration des douanes concernant des flux monétaires transfrontières dont les montants étaient supérieurs à 10 000 euros; et
- 30 rapports concernant des opérations suspectes, dont 14 émanaient de banques, 1 d'un notaire et 15 d'institutions et d'organes de l'État (voir tableau).

Rapports adressés à la Direction de la prévention du blanchiment d'argent

	<i>Rapport de routine</i>	<i>Signalement d'opérations suspectes</i>	Total
Banques	35 461	14	35 475
Établissements d'épargne	2	–	2
Maisons de courtage	–	–	–
Marché financier	–	–	–
Compagnies d'assurance	–	–	–
Bureaux de change	–	–	–
Notaires	40	1	41
Cabinets d'avocat	–	–	–
Services douaniers	489	1	490
Autorités compétentes de l'État	–	14	14

En application de l'article 28 de la loi sur la prévention du blanchiment d'argent et autres produits du crime, la Direction a, au cours de la période considérée, présenté aux autorités compétentes de l'État (Ministère de l'intérieur, services de l'inspection financière et Procureur) cinq affaires au sujet desquelles elle soupçonnait que des infractions avaient été commises, en vue de poursuites au pénal.

De l'effectivité de la coopération internationale en matière pénale

1.10 La loi sur la procédure pénale amendée (Journal officiel de la République de Macédoine, n° 15/97, 44/02, 74/04 et 15/05), dans la section intitulée « Procédure relative à la fourniture d'une assistance juridique internationale et à l'exécution des traités internationaux dans les affaires pénales » (art. 502-508), introduit de nouvelles dispositions juridiques visant à simplifier, tout en élargissant la portée, la procédure relative à la fourniture d'une assistance juridique et de permettre la coopération et l'échange d'information directs entre les autorités de police macédoniennes et les autorités étrangères concernées, conformément à la législation de l'Union européenne et aux normes internationales.

Les nouvelles options prévues à l'article 505 a) de la loi sur la procédure pénale permettent une coopération internationale efficace. Lorsque la République de Macédoine reçoit une demande émanant d'une autorité étrangère entraînant le recours à des mesures conservatoires prévues à l'article 203 de la loi sur la procédure pénale, ou si l'application d'une mesure de confiscation est requise, les tribunaux nationaux doivent agir conformément aux dispositions des traités internationaux auxquels la République de Macédoine est partie. Les biens confisqués et les gains tirés de ces biens ou les objets saisis peuvent être remis à un pays tiers sur décision d'un tribunal selon les conditions prévues dans les traités internationaux auxquels la République de Macédoine est partie. En se fondant sur ces traités internationaux, les tribunaux nationaux peuvent demander aux autorités de l'État tiers l'application des mesures conservatoires visées à l'article 203 de la loi sur la procédure pénale et la confiscation des biens ou des gains retirés de ces biens et la saisie des objets visés. Lorsque le traité international invoqué stipule que les biens confisqués et les gains tirés de ces biens devraient être partagés entre la République de Macédoine et l'État tiers, la proposition doit être soumise aux autorités dudit État par le Ministère de la justice.

Par ailleurs, la section intitulée « Procédure de diffusion d'avis de recherche et de mandats d'arrêt » (art. 537) stipule que lorsque l'on a besoin d'informations concernant des biens ou des gains dont on est fondé à croire qu'ils ont été illégalement obtenus, un mandat est lancé et il est demandé à l'autorité responsable des poursuites de fournir des données ou d'émettre un avis. Les avis de recherche et les mandats d'arrêt sont lancés par le Ministère de l'intérieur ou par le Procureur (durant la phase préalable à la procédure pénale) ou par le tribunal (durant la procédure pénale). Le Ministère de l'intérieur peut en particulier lancer un mandat d'arrêt international à l'encontre d'une personne qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt à l'étranger, à condition que l'autorité dont émane le mandat d'arrêt ait préalablement fait une déclaration indiquant que si la personne recherchée était retrouvée, elle devait être extradée. S'il est probable que les gains retirés d'un bien se trouvent à l'étranger, il est lancé un avis international précisant que si ces gains sont retrouvés, des mesures conservatoires seront prises aux fins du gel et de la confiscation des biens et des gains ou aux fins de la saisie de objets. À la demande d'une autorité étrangère, les autorités nationales compétentes peuvent lancer un mandat de recherches visant une personne, un bien, des gains ou des objets dont on soupçonne qu'ils se trouvent sur le territoire de la République de Macédoine, à condition que la demande contienne une déclaration précisant que si le suspect est arrêté, il devra être extradé ou bien que des mesures conservatoires de gel ou de confiscation des gains ou des objets en question devront être prises (art. 535 à 539 de la loi sur la procédure pénale).

Il convient aussi de noter qu'après avoir présenté son dernier rapport au CCT, la République de Macédoine a ratifié les instruments suivants du Conseil de l'Europe relatifs à la lutte contre le terrorisme international :

- Convention européenne pour la répression du terrorisme (Journal officiel de la République de Macédoine, n° 49/04);
- Convention européenne sur la transmission des procédures répressives (Journal officiel de la République de Macédoine, n° 49/04); et
- Convention sur la cybercriminalité (Journal officiel de la République de Macédoine, n° 41/04).

Réponse aux questions et observations soulevées dans la lettre du Président du Comité contre le terrorisme(CCT) au titre du point 2 (Assistance et conseils)

En réponse à la lettre en date du 21 mars 2005 adressée au Représentant Permanent de la République de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Président du CCT, veuillez trouver ci-après la liste des domaines dans lesquels la République de Macédoine a besoin d'une assistance technique pour mettre en œuvre les dispositions de la résolution 1373 (2001), et dont les autorités nationales compétentes ont convenu qu'ils étaient prioritaires à cet égard :

- Mise en œuvre complète de la Convention internationale de 1999 pour la répression du financement du terrorisme;
 - Adoption de mesures permettant de geler les fonds destinés à financer des actes de terrorisme, en particulier les fonds provenant de sources légales;
 - Réglementation des systèmes parallèles de transfert de fonds; et
 - Réglementation des organisations caritatives.
-